

La presse suisse n'entrevoit pas le bout du tunnel

L'Agence télégraphique suisse prévoit de supprimer un quart de ses effectifs. Des négociations doivent s'ouvrir dans les prochains jours

GENÈVE - *correspondance*

Un an après la disparition de *L'Hebdo* et les plans massifs de licenciements au *Temps*, c'est au tour de l'Agence télégraphique suisse (ATS) de prévoir 40 suppressions de poste. Un quart des effectifs de l'équivalent helvétique de l'Agence France-Presse sont ainsi menacés. Des négociations entre la rédaction et le conseil d'administration devraient s'ouvrir mi-février.

Créée en 1895, l'ATS produit jusqu'à 80 dépêches par jour dans les trois principales langues du pays, l'allemand, le français et l'italien. Ses propriétaires sont aussi ses plus gros clients : les médias suisses, dont le quotidien alémanique *NZZ*, le groupe Tamedia et la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR). Tous trois ont diminué de 10 % les montants qu'ils payaient à l'ATS en 2017, provoquant des pertes à hauteur de 1 million de francs suisses, soit près de 870 000 euros. C'est dans ce contexte que l'agence de presse autrichienne APA est entrée au capital, puis est devenue majoritaire fin 2017. Or, pour l'APA, enregistrer des pertes n'est pas une option.

Au-delà des médias eux-mêmes, la crise de l'ATS inquiète jusqu'aux députés suisses, surtout ceux des régions minoritaires, qui sans l'agence seraient moins couverts dans les médias. Selon une étude de la Radio télévision suisse (RTS), l'ATS fournit ainsi jusqu'à 60 % du contenu des sites d'information romands. « *Il y en a marre des fossoyeurs de la presse, de la démocratie et des logiques marchandes* », a déclaré la députée socialiste lousannoise Ada Marra. Comme d'autres, elle se prononce en fa-

veur des aides publiques à la presse, qui n'existent pas en Suisse. « *Il y a des aides indirectes comme des rabais sur les frais postaux*, précise Manuel Puppis, professeur des systèmes médiatiques à l'université de Fribourg. *Quant aux subventions directes, le Parlement a toujours refusé d'étudier précisément cette piste.* »

Fusion des rédactions

Le débat devrait rebondir d'ici à l'été prochain. Berne réfléchit à soutenir les médias en ligne, dont les revenus publicitaires sont encore insuffisants. Une autre hypothèse est de faire bénéficier l'ATS de fonds provenant de la redevance, qui sert à financer le service public de l'information.

Mais encore faut-il que celle-ci ne soit pas supprimée, comme le réclame une initiative populaire qui sera soumise au vote le 4 mars prochain. Une piste balayée par la ministre de la communication Doris Leuthard, pour qui « *l'ATS est surtout l'affaire de propriétaires privés : c'est à eux de résoudre les problèmes* ».

« Le Parlement a toujours refusé d'étudier précisément la piste de subventions directes à la presse »

MANUEL PUPPIS

professeur à l'université de Fribourg

En attendant, la crise se poursuit. Après avoir mis fin à *L'Hebdo*, Ringier Axel Springer avait largement taillé dans les effectifs du journal romand *Le Temps*. Son concurrent, Tamedia, accélère la « convergence » entre ses titres. Le groupe a coupé dans les effectifs de plusieurs rédactions, il menace désormais de cesser le tirage papier du quotidien populaire *Le Matin*. A Lausanne, une partie des rédactions de *24 heures*, de la *Tribune de Genève* et du *Matin Dimanche* ont fusionné pour alimenter plusieurs rubriques de ces trois journaux. En Suisse allemande, la tendance est aussi aux économies et à la concentration. En témoigne le projet de fusion de la *NZZ* et de l'*Aargauer Zeitung* annoncé en décembre 2017.

« *Grâce à sa structure fédéraliste, la Suisse a longtemps été épargnée par la crise de la presse*, explique Guy Mettan, directeur exécutif du Club suisse de la presse et député démocrate-chrétien à Genève. *Nous avons d'ailleurs encore beaucoup de titres implantés localement et qui se portent bien, comme La Liberté, à Fribourg. Mais c'est devenu de plus en plus dur, surtout pour les journaux à ambition nationale et généraliste, qui n'ont pas d'assise régionale et sont détenus par des grands groupes, qui appliquent une logique marchande.* »

Plusieurs nouveaux médias se sont tout de même lancés ces derniers mois, tel *Bon pour la tête*, en Suisse romande, et *Republik*, à Zurich. Lors d'une campagne de crowdfunding organisée au printemps 2017, ce dernier avait récolté plus de 3 millions de francs suisses. ■

MARIE MAURISSE